

sur la question. Ces débats, qui ont eu lieu les 24 et 27 septembre, les 17 et 18 octobre, les 28 et 29 novembre et du 15 au 22 janvier, ont duré plus longtemps que l'ensemble de ceux menés aux États-Unis, en Grande-Bretagne, en France et en l'Australie. De plus, le secrétaire d'État Joe Clark et le ministre de la Défense nationale Bill McKnight ont comparu à trois reprises, soit pendant plus de sept heures au total, devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce extérieur.

Finalement, le Canada a décidé d'appuyer la résolution de l'ONU et d'assumer le fardeau avec ses partenaires de la coalition parce que c'était le seul choix honorable. Voici ce qu'en disait John Turner, ancien premier ministre, le 16 janvier :

Le Parlement et notre pays, le Canada, sont confrontés à un choix très clair. Nous pouvons continuer à appuyer les Nations Unies et ses résolutions pour lesquelles nous avons voté et qui ont fait savoir à l'Iraq ce qu'il doit faire pour éviter la guerre.

Nous pouvons continuer à faire partie intégrante de la démonstration la plus résolue de volonté politique collective dont aient jamais fait preuve les Nations Unies pour résister à une agression. À mon avis, c'est le choix que toute notre histoire et l'appui du Canada aux Nations Unies nous obligent à faire aujourd'hui.

Agir autrement serait répudier notre appui inébranlable aux résolutions des Nations Unies en faveur desquelles nous avons voté. Le fait d'agir de la sorte constituerait aussi une répudiation de notre engagement envers l'internationalisme et envers les Nations Unies, lequel a caractérisé la politique du Parti libéral et la politique étrangère du Canada pendant des décennies.

Au moment même où les Nations Unies ont adopté une position ferme, non ambiguë et collective contre un agresseur brutal, le Canada ne doit pas briser la solidarité des nations regroupées face à l'Iraq ...

C'est une épreuve cruciale pour cette organisation internationale. C'est une épreuve cruciale pour les Nations Unies, et le Canada doit donner son appui. C'est une épreuve cruciale pour la sécurité collective, et le Canada doit donner son appui.

Le 15 janvier, le Premier ministre déclarait ce qui suit devant le Parlement :